

# CONTRIBUTION DU CLUB BIOGAZ

## À la consultation publique n°2019-017 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Cette contribution vise à répondre aux questions de la Commission et à souligner dans un 1<sup>er</sup> temps les restrictions d'informations sur les moyens déployés par GRDF, en faveur du biométhane. La contribution reprend les commentaires de la filière sur les principes généraux du timbre d'injection développé dans la consultation publique n°2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection (dans la tarification).

### 1 Manquements d'informations dans la consultation

La confidentialité des informations dans l'audit mandaté à PÖYRI par la CRE sur les charges et les produits d'exploitation de GRDF pour la période ATRD6 affecte la capacité de l'Interprofession à se prononcer sur les moyens demandés. L'Interprofession se réfère aux pages 196 et suivantes et au tableau page 198 en particulier.

### 2 Soutien au biométhane par la Commission de régulation de l'énergie

L'Interprofession rappelle que le Comité de prospective de la Commission a publié un objectif de production de biométhane à hauteur de 39 à 42 TWh/an en 2030. Ce seuil est supérieur aux ambitions publiées dans le 1<sup>er</sup> projet de décret relatif à la PPE, en début d'année (projet encore susceptible d'améliorations).

Dans son projet d'ATRD6, la Commission prend en compte les dispositions du « décret relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie<sup>1</sup> (PPE) qui définit un objectif de 8 TWh de biogaz injectés en 2023. Le projet de décret relatif à la PPE soumis à consultation en janvier 2019 prévoit à ce stade une légère baisse de ces objectifs pour 2023 (6 TWh de biogaz injectés, dont 1,2 TWh sur les réseaux de transport) mais fixe un objectif de 14 à 22 TWh de biogaz injectés dans les réseaux d'ici 2028. »

L'Interprofession souligne que les projets actuellement dans la file d'attente et qui ont dépassé le stade de l'indentification ADEME et/ou de la demande d'attestation préfectorale ouvrant droit à l'achat du biométhane atteignent déjà les volumes prévisionnels du nouveau décret PPE.

L'Interprofession souligne ainsi que les moyens affectés au biométhane sont vraisemblablement insuffisants.

---

<sup>1</sup> Décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie



L'Interprofession interroge la Commission sur la démarche poursuivie par le cabinet PÖYRI qui retient un objectif revu à la baisse :

#### **4.2.1 Construction de la trajectoire alternative : scénario 4,8TWh**

*Le scénario de volumes de biométhane injectés par GRDF dans le réseau a donc été revu à la baisse, à 4,8TWh au lieu de 8TWh. L'hypothèse ainsi retenue tient non seulement compte de l'impact d'un changement d'orientation de la PPE, mais également des risques afférents aux projets de biométhane, notamment au vu de la difficulté d'évaluation du seuil de rentabilité d'un projet.*

L'Interprofession s'inquiète du scénario retenu in fine par la Commission pour les évaluations de charges entre le scénario de GRDF (8 TWh/an de biométhane injecté en 2023), du cabinet PÖYRI (4,8 TWh) et avancé page 53 de la consultation de la Commission (6 TWh).

L'Interprofession est disponible pour participer aux consultations éventuelles sur un scénario partagé sur les besoins en personnel pour le développement de l'injection de biométhane dans les réseaux de distribution de gaz naturel.

### **3 Analyse et réponses aux questions**

#### **3.1 Question 24 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?**

##### **3.1.1 PPE et capacités dans la file d'attente**

L'Interprofession souligne la demande de GRDF de bénéficier d'une hausse des effectifs entre 2019 et 2023 pour le développement du biométhane et des nouveaux gaz. Si l'Interprofession n'est pas compétente pour se prononcer sur les SI et les nouveaux gaz, elle considère que la multiplication des projets industriels et agricoles de production de biométhane demande des effectifs en rapport avec la croissance de ces projets et des volumes injectés sur les réseaux. Ces volumes seront de

- 6 TWh/an en 2023 (hypothèse basse) et multipliés par 6
- 22 TWh/an en 2028 (hypothèse basse) et encore multipliés par 4

A mi-2019, le GT biométhane piloté par l'ADEME enregistre des capacités dans la file d'attente de 19 TWh/an de projets :

- 711 projets sont identifiés au 16 septembre 2019 – représentant 33 millions de tonnes de substrats (dont 622 installations à la ferme et centralisées représentant 13 millions de tonnes de substrats).
- 576 nouvelles demandes d'identification ADEME <sup>2</sup> ont été déposées en 2019 (représente 80 % des demandes effectuées depuis 2012) pour 12 TWh/an.

**Dans ce contexte, les opérateurs de réseaux ont l'obligation de répondre aux demandes d'études de raccordement et par la suite d'investir dans les raccordements qui répondront aux critères du Droit à l'Injection.**

---

<sup>2</sup> Auparavant les demandes d'identification ADEME intervenaient tardivement mais dans le contexte actuel et afin de se garantir le bénéfice du contrat d'achat de biométhane, les demandes d'identification peuvent intervenir lors des phases d'études détaillées (D1-D3).



### 3.1.2 Frais de personnels de GRDF

Dans sa demande initiale, GRDF a présenté une demande d'évolution de charges de personnel de + 3,6 % en lien avec l'évolution des rémunérations, partiellement compensée par la baisse du nombre de salariés.

L'Interprofession comprend que les besoins en personnel du projet Biométhane sont compensés par la baisse du personnel des autres activités de distribution de gaz naturel. L'Interprofession remarque que GRTgaz a demandé dans le cadre de la consultation ATRT7 une augmentation nette de sa trajectoire d'effectifs de 122 ETP sur un effectif d'environ 3000 ETP sur la période 2020-2023.

L'Interprofession ne dispose pas de l'information nécessaire pour accompagner les projets biométhane dans le scénario retenu. La Commission indique que la trajectoire de l'auditeur est inférieure de 5,6 M€/an à la demande de GRDF. En première approche, les charges de personnel peuvent s'apprécier en proportion des écarts entre scénarios  $(5,6 / (8 - 4,8) = 1,75 \text{ M€/TWh})$ .

Nous savons que les gestionnaires de réseau ont des obligations vis-à-vis des porteurs de projet biométhane :

- Les gestionnaires de réseau ont l'obligation de raccordement au titre du droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution des producteurs de biométhane conformément à l'article L111-97 du code de l'énergie
- Les gestionnaires de réseau ont de nouvelles obligations créées par la loi EGalim déclinée dans le décret « droit à l'injection » de janvier 2019 :
  - ils devront réaliser un zonage France, concerté localement et réactualisé tous les ans sur la prochaine période tarifaire comme le propose la CRE dans sa consultation biométhane (plus fréquemment que dans le décret)
  - ils devront étudier les projets de renforcement sur les zones proches de la saturation
  - ils devront établir les programmes d'investissement pour chacun des ouvrages de renforcement<sup>3</sup>
  - Les gestionnaires de réseau doivent réaliser les investissements de raccordement, et ceux de renforcement dès lors que la CRE aura validé qu'ils remplissent les critères fixés

L'Interprofession remarque que le consultant a évalué les besoins en personnel de GRDF sur la base d'une trajectoire de raccordement de projet de biométhane minorée par rapport aux projections actuelles du GT Biométhane piloté par l'ADEME qui corroborent celles du distributeur GRDF et des transporteurs GRTgaz & Teréga.

Ces besoins en personnel doivent être croisés avec le taux de concrétisation des études de raccordement à un réseau (jalon D2) dont la probabilité est supérieure à 40 %.

L'Interprofession considère que l'hypothèse de GRDF n'est pas un majorant comme la concertation l'indique mais le scénario le plus crédible au regard de ceux de la consultation. L'Interprofession souligne que sur les charges d'exploitation, l'exercice du nouveau Droit à l'injection pourrait demander des moyens qui n'étaient peut-être pas envisagés dans les premières évaluations de l'ATRD6. Il en est de même pour les investissements de renforcement.

<sup>3</sup> Ces investissements se décomposent, pour un tiers, en investissements de renforcements (435 M€ de rebours et 65 M€ de maillages estimés) et, pour les deux tiers restants, en investissements d'extensions (1060 M€ estimés), selon les estimations de GRDF, GRTgaz et Teréga – source : consultation publique n°2019-015 .



## 4 Conclusions et proposition

L'Interprofession souhaite que la Commission retienne le scénario de croissance proposé par GRDF dans la préparation du tarif ATRD6.

L'Interprofession est disponible pour participer aux consultations éventuelles sur un scénario partagé sur les besoins en personnel pour le développement de l'injection de biométhane dans les réseaux de transport de gaz naturel.



**Annexe : Introduction d'un timbre d'injection : rappel des commentaires de la profession lors de la consultation publique n°2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection (dans la tarification).**

La Commission propose d'introduire un timbre d'injection dans les tarifs de réseaux proportionnel à des coûts d'exploitation et en €/MWh avec l'argument que « *Le dispositif de recouvrement des coûts en vigueur, qui conduit à ce que les producteurs ne paient que la partie non réfactée de leur raccordement n'incite pas les producteurs à faire des choix de localisation optimaux pour la collectivité. À ce titre, le principe d'introduire un timbre d'injection a été proposé par la CRE dans la consultation publique relative à la structure tarifaire des tarifs de gaz de mars 2019.* »

**L'Interprofession considère que les *choix optimaux de localisation pour la collectivité* des projets de méthanisation répondent à de multiples critères et principalement à l'acceptabilité locale des projets, à de la réglementation ICPE puis à des critères objectifs de situation par rapport aux producteurs de matières (approvisionnement en intrants), au territoire d'épandage des digestats (distances d'épandage) et dans un second ordre, aux réseaux électriques et gaziers.**

Certaines activités agricoles ou industrielles existantes n'ont aucunement le choix de leur site de méthanisation et du point d'injection (ou alors à quelques dizaines ou centaines de mètres près). C'est par exemple le cas des STEP et ISDND, qui préexistent indépendamment de toute considération de valorisation du biogaz qu'elles produisent.

Les données de distance de raccordement de la CRE montrent déjà un éloignement des projets par rapport aux réseaux, avant la mise en place du mécanisme de réfaction ce qui montre bien que les critères règlementaires et économiques sont déjà déterminants.

Le timbre d'injection projeté modifie les équilibres économiques des projets alors que son coût n'était pas prévu lors des études préalables au tarif d'achat du biométhane (tarif d'achat du 23 novembre 2011). Son niveau est déraisonnable si on le compare aux raccordements électriques des ENR ou aux coûts d'entrée sur le réseau national de gaz naturel.